

Lettre ouverte à Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer

Monsieur le président de la République, Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale,

Nous, équipe éducative du collège Antoine de Saint-Exupéry d'Ermont (95), nous permettons de vous interpeller sur la situation générale de notre établissement, reflet d'un malaise profond au sein de l'Éducation Nationale.

Malgré l'expérience du premier confinement, nous continuons à subir les conséquences d'un manque de préparation et d'anticipation. Non, nous ne sommes pas plus « prêts » aujourd'hui que nous ne l'étions en mars dernier. Encore une fois nous nous retrouvons en première ligne, livrés à nous-mêmes face aux enjeux de la crise sanitaire et aux interrogations soulevées par l'assassinat de notre collègue.

Cette rentrée du 2 novembre s'est faite dans l'urgence et la confusion dues aux annonces contradictoires. Les angoisses des élèves, des familles et des personnels n'ont pas été réellement prises en compte, l'institution nous demandant d'accueillir les élèves sans temps de préparation.

Maintenir des effectifs de classe complets ne permet pas d'assurer le respect des règles de distanciation sociale qui s'appliquent aujourd'hui à l'ensemble de la société. Nous demandons donc la mise en place de demi-groupes afin de protéger élèves et personnels.

Le premier confinement ayant largement pénalisé nos élèves, dont beaucoup étaient déjà en difficulté, nous avons plus que jamais besoin de temps de concertation pour concilier nos obligations envers eux : éviter qu'ils ne décrochent tout en leur permettant d'être en sécurité et en bonne santé. De surcroît, dans le contexte anxigène de ces dernières semaines, notre hiérarchie nous impose de rendre un hommage à notre collègue sans préparation suffisante. Le ministère de l'Éducation Nationale apparaît une fois de plus comme une machine froide et sourde aux questions et aux angoisses de ses personnels.

L'État exige des mesures de sécurité de la part des entreprises et des citoyens, mais ne les applique pas à ses propres représentants. C'est la raison pour laquelle, en conscience, une grève a été massivement votée et suivie par les personnels de notre collège, comme dans un grand nombre d'établissements dans toute la France.

Nous ne voulons pas et ne pouvons pas nous contenter d'un protocole qui assure une sécurité « dans la mesure du possible ».

Les personnels enseignants
du collège Antoine de Saint-Exupéry d'Ermont (95)